

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 36 – 29 septembre 2022

En bref

Plus de 102 000 personnes ont traversé la frontière entre la Colombie et le Panama dans le but de rejoindre les États-Unis entre janvier et août de cette année, selon le Défenseur du peuple de Colombie. Cela équivaut presque à l'ensemble des personnes ayant traversé la frontière sur l'intégralité de l'année 2021 (134 000 personnes). Le profil de ces migrants a évolué, avec une plus forte concentration de Vénézuéliens (près de 69 000 personnes) par rapport aux Haïtiens (plus de 6 300 personnes). 76 % sont des hommes, vs. 24 % de femmes. 14 571 sont par ailleurs mineurs, selon les autorités du Panama. Le Défenseur du peuple a souligné l'extrême vulnérabilité de ces mineurs (traite de personnes, exploitation sexuelle, etc). Le Défenseur du peuple a également insisté sur la jungle frontalière entre la Colombie et le Panama, qui accroît les risques pour ces migrants.

LE CHIFFRE À RETENIR

102 067

C'est le nombre estimé de personnes ayant traversé la frontière entre la Colombie et le Panama pour rejoindre les États-Unis entre janvier et août.



Zoom sur : La réouverture de la frontière colombo-vénézuélienne ce lundi 26 septembre.

Ce lundi 26 septembre, la frontière entre la Colombie et le Venezuela a été rouverte, après 7 ans de fermeture commerciale (depuis 2015) et plus de 3 ans de rupture diplomatique (depuis 2019). Les deux pays sont d'anciens proches partenaires économiques (7,2 Mds USD d'échanges en 2008). La reconstruction des échanges commerciaux aux différents points de la frontière devrait prendre 3 mois, selon l'Ambassadeur de la Colombie au Venezuela, Armando Benedetti, du fait du manque de maintenance des infrastructures. Cette reconstruction devrait permettre de limiter les échanges informels autour de la frontière et de réduire ainsi la violence dans la zone. Les potentiels axes de coopération sont nombreux : échanges commerciaux, transport, tourisme, agriculture, sécurité, migration, etc.

BOLIVIE

Fitch estime que la croissance du PIB bolivien en 2022 atteindra 3,6%.

Fitch constate une détérioration de l'économie bolivienne, mais signale toutefois la bonne gestion de la dette du Ministère de l'Économie bolivien. L'agence de notation Fitch Ratings maintient la note créditrice de la Bolivie à "B" et met en garde contre une détérioration de l'économie (notamment du fait de la baisse des réserves internationales et des importations énergétiques). L'agence de notation prévoit également une croissance du PIB de 3,6% en 2022 et de 2,5% dans les années à venir, soit moins que les 5,1% prévus par l'exécutif pour cette année. L'agence de notation a souligné que la dette des administrations publiques est passée de 44% du PIB en 2019 à 66,7% en 2021. Fitch s'attend à ce qu'elle continue à augmenter pour atteindre 72% en 2024. Le solde de la dette reste favorable, avec un stock important détenu par les agences multilatérales à des conditions concessionnelles ou par la Banque centrale à des taux d'intérêt négligeables.

Les experts soulignent que le volume des exportations d'hydrocarbures boliviennes a diminué de 30%.

L'excédent commercial associé aux hydrocarbures a été divisé par 20 entre 2014 et 2022, passant de 2,86 Mds USD à 0,14 Mds USD. Selon les experts, ce phénomène est dû à la

baisse de la production de gaz, à l'augmentation des importations de carburant et à l'effet des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Selon l'ancien Ministre des Hydrocarbures Álvaro Ríos, cette situation a généré un déficit commercial sur les hydrocarbures pour les premiers mois de l'année, inversé temporairement grâce à la hausse des prix à l'exportation de gaz et au placement de nouveaux volumes sur le marché argentin. Cet avantage est sur le point de prendre fin, faute d'investissements dans l'exploration ces dernières années. Les réserves prouvées de gaz, déjà en baisse, continueront à diminuer, impactant la balance commerciale énergétique.

COLOMBIE

L'OCDE publie son rapport sur les politiques fiscales.

L'OCDE a publié le 21 septembre un rapport sur les politiques fiscales mises en place en 2021 dans les pays membres de l'organisation ainsi que dans certaines grandes économies. Une des mesures soulignées a été la baisse des impôts sur le travail et les incitations fiscales pour les entreprises visant à stimuler la croissance postpandémie. La Colombie est présentée comme faisant partie des pays jouissant d'une « grande récupération économique ». Toutefois, le rapport souligne le faible taux de collecte des impôts par rapport au PIB en 2020 (18,7%, juste devant le Mexique à 17,9%, qui est dernier du classement). Le rapport alerte par ailleurs sur les subventions à l'énergie mises en place dans de nombreux pays (y/c en Colombie) et conseille de s'éloigner des mesures de soutien via les prix, qui accroissent *in fine* les



subventions aux hydrocarbures et qui pourraient augmenter l'inflation future en ne permettant pas à la demande de s'adapter à l'offre énergétique. Le rapport conseille de cibler l'appui sur les ménages les plus modestes.

Le prix de l'essence devrait augmenter de 200 COP (0,045 EUR) par mois jusqu'à décembre.

Il devrait ainsi connaître une hausse de 600 COP (0,14 EUR). C'est ce qui a notamment été recommandé par le Comité Autonome de Règle Fiscale (CARF), la hausse des prix de l'énergie entraînant un déficit important du Fonds de Stabilisation des Prix des Combustibles (FEPC). La moitié du déficit budgétaire viendrait du FEPC, dont le déficit se serait élevé à près de 10 Mds USD (3 % du PIB). Pour mémoire, avant l'augmentation des prix, la Colombie était le 3^{ème} pays de la zone où le carburant est le moins cher (derrière le Venezuela et la Bolivie).

Les manifestations contre la réforme fiscale.

Ce lundi 26 septembre, des manifestants sont sortis dans les rues de plusieurs villes colombiennes pour protester contre les projets du nouveau gouvernement, notamment contre la réforme fiscale et la hausse des prix de l'essence. Dans ce contexte, le Président Gustavo Petro s'est réuni avec l'ancien Président et *leader* de l'opposition Alvaro Uribe, afin de démontrer sa volonté de dialoguer. Le texte de loi devrait être présenté au Congrès le 3 octobre, après plusieurs modifications apportées suite à des discussions préparatoires.

ÉQUATEUR

Le risque équatorien sur les marchés reste élevé.

Malgré l'annonce de l'aboutissement de la renégociation de la dette chinoise, le risque pays équatorien reste élevé et s'établit cette semaine à 1726 pdb. C'est le niveau le plus élevé depuis septembre 2020, lorsqu'il a atteint 2852 pdb. Le risque équatorien s'était stabilisé autour de 800 pdb suite à l'élection du Président Lasso en mai 2021, mais s'est envolé en juin 2022 après les manifestations du mouvement indigène et en lien avec la baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

Les recettes fiscales augmentent de 25 % entre janvier et août 2022.

Les recettes fiscales ont augmenté de 25,2 % en g.a. en août 2022. A 10,4 Mds USD, les recettes ont dépassé celles enregistrées avant la crise sanitaire. Cette augmentation est imputable à une augmentation des ventes du secteur commercial (+14 %) entre janvier et juin 2022, mais surtout à la réforme fiscale entrée en vigueur en janvier qui a permis d'accroître la collecte de 678 M USD.



PÉROU

L'entreprise canadienne *American Lithium* envisage des missions d'exploration dès fin 2024.

L'entreprise basée au Canada *American Lithium* soumettra une étude d'impact environnemental pour le projet *Falchani* au plus tard en octobre 2023. Fin août, l'entreprise a entamé des études d'hydrogéologie sur le gisement de lithium de *Falchani* (Puno) et la direction espère les faire approuver entre avril et juin 2023. Cette autorisation donnerait le feu vert aux explorations, espérées pour la fin 2024. Si les ressources de l'Argentine, de la Bolivie et du Chili dans les salines sont plus importantes, la teneur en minéraux de Puno serait plus élevée.

Le projet *Quellaveco*, de l'entreprise à capitaux britanniques *AngloAmerican*, va porter la production péruvienne de cuivre à 2,8 millions de tonnes.

La société minière a obtenu l'autorisation d'opérer du Ministère de l'Énergie et des Mines et le titre de concession bénéficiaire. Le projet a exigé 5,5 Mds USD d'investissements. La société se concentrera sur la préparation de sa première exportation de cuivre péruvien. La mine *Quellaveco* devrait livrer 330 000 tonnes par an au cours des cinq premières années, puis 300 000 tonnes chaque année. Il est attendu que la mise en production de cette mine augmente la production nationale du cuivre de

15%, portant ainsi la contribution de la mine à 0,7% du PIB, selon les experts. Le directeur national des mines péruviennes, Carlos Gálvez a déploré qu'un impact similaire ne se produise pas dans les quatre prochaines années, puisque qu'après le report de *Yanacocha Sulfuros*, le démarrage d'un autre mégaprojet dans cette période n'est plus à l'ordre du jour.

SURINAME

Le département d'États étatsunien indique que le Suriname n'a pas atteint les niveaux requis de transparence budgétaire en 2022.

Le rapport indique toutefois que le pays a fait des efforts concernant la publication d'un budget détaillé (revenus et dépenses), l'adéquation entre le budget voté, les revenus prévus et les dépenses réels, la conformité aux principes comptables internationaux et la publication d'un audit du budget. Le gouvernement n'a cependant pas publié de rapport budgétaire de fin d'année. Il a par ailleurs maintenu des dépenses hors-budget.

TotalEnergies étend un contrat pour l'exploitation d'un bloc offshore.

L'entreprise exploite le bloc 58 au large du Suriname, et a étendu son contrat grâce à une option permettant de forer un puits supplémentaire dans ce même bloc. Cette extension devrait débuter en janvier 2023 et durer 3 mois. Son coût est estimé à 24,7 MUSD.



Le Ministre des Finances et de la planification quitte son poste.

Armand Achaibersing a annoncé quitter ses fonctions lors d'une conférence de presse le 27 septembre, au cours de laquelle il a fait le bilan des deux dernières années. Il transmettra mercredi la direction du Conseil des Ministres et de son Ministère au Ministre *ad-interim* Albert Ramdin (également Ministre des Affaires étrangères). Un autre ministre, Silvano Tjong-Ahin (Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire), a été désigné comme 2nd remplaçant par le Président Santokhi.

VENEZUELA

Les réserves internationales connaissent une situation critique.

Mi-septembre, les réserves de la Banque centrale vénézuélienne (BCV) se situaient ainsi à un peu moins de 5 Mds USD, soit une baisse de 3 % sur les deux derniers mois (271 MUSD en moins selon la Banque centrale et 826 MUSD en moins depuis décembre 2021). La BCV ne parvient par ailleurs pas à stabiliser le taux de change avec le dollar étatsunien (USD): le bolivar s'est déprécié de 25 % face à l'USD entre mi-août et mi-septembre. Si les achats de la BCV permettaient de freiner cette dépréciation, la politique monétaire de celle-ci montre aujourd'hui ses limites. La BCV a ainsi durci les limites pour l'achat de devises étrangères sur le marché officiel des changes le 26 septembre, (maximum de 8 500 EUR/an) signe probable d'un manque de devises.

Les Vénézuéliens ont désormais besoin de 500 USD pour acheter ce qui leur coûtait 100 USD en 2019.

Selon une présentation de *Ecoanalitica*, les Vénézuéliens ont désormais besoin de 500 USD pour acheter le panier de bien qui leur coûtait 100 USD en 2019. Les analystes affirment également que plus de 56 % des revenus perçus par les Vénézuéliens sont destinées aux achats alimentaires et 13,5 % vers des médicaments. Pour rappel, l'inflation mensuelle en août se situait à 17,3 %, soit 153 % en glissement annuel selon l'Observatoire Vénézuélien des Finances.

Les relations entre l'Iran et le Venezuela s'intensifient.

L'exposition scientifique, technologique et industrielle Iran-Venezuela a réuni des entreprises des deux pays à Caracas du 15 au 19 septembre. Plus de 200 accord préliminaires ont été signés entre les deux gouvernements et avec le secteur privé, dans les domaines de la santé, de l'agroalimentaire, des télécommunications, de l'industrie et des transports. Le Ministre des Transports vénézuélien, Ramón Velásquez Araguayán, a ainsi signé 4 accords avec les entreprises iraniennes *Saipa*, *IKCO*, *ITMO* et *Between Behyaar Sanaat* lors de la cérémonie de clôture. Les deux pays ont également signé des mémorandums pour le développement des hydrocarbures.



Au-delà du congrès, l'Iran continue de fournir des diluants à PDVSA, l'entreprise pétrolière publique du Venezuela.

Deux *tankers* en provenance de l'Iran seront ainsi prochainement déchargés au terminal pétrolier de Jose, avec 1,2 M de barils de pétrole et 2 M de barils de condensé. Entre juillet et août, 4,8 M de barils de pétrole brut et condensé ont été fournis à PDVSA. Ces livraisons sont le fruit du contrat entre la Compagnie Nationale Iranienne du Pétrole et PDVSA, signé à la mi-mai.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en août
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	118	+1	1,6
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	88	0	10,8
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	95	+4	3,8
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	108	+1	6,4
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	84	+1	8,4
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	99	-7	49,2 (juillet)
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	120	-2	153
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	47	0	78,5
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	87	-1	8,7
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	42	+1	14,1
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	86	+2	8,7

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international